



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement
Sondage de 100 m de profondeur en vue de la création d'un forage
sur la commune de Blain (44)

Le préfet de la région Pays de la Loire

Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2023/SGAR/DREAL/123 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à madame Anne BEAUVAL, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu l'arrêté de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire n°2023/DREAL/N°SDR-23AG-02 du 1^{er} février 2023 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale au sein de la DREAL des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2023-6679 relative à un sondage de 100 m de profondeur en vue de la création d'un forage sur la commune de Blain (44), déposée par Monsieur Jean-Yves DAVID, représentant l'EARL du Canal, et considérée complète le 19/01/23;

Considérant que le projet concerne la réalisation d'un forage de 100 m pour sécuriser l'approvisionnement en eau de l'EARL du Canal pour le remplissage de ses pulvérisateurs et pour un usage domestique (sanitaires) ;

Considérant que le forage fera 100 m de profondeur et sera équipé en tubage PVC plein de 140 mm et crépine sur toute sa longueur ; que la tête de forage s'élèvera à 0,5 m au-dessus du terrain naturel et qu'une cimentation de tête sera réalisée sur 12 m de profondeur à l'extrados du tubage afin de sécuriser l'ouvrage et éviter toute

pollution ; qu'une tête de protection (margelle bétonnée de 3 m² + couvercle béton cadénassé) sera mise en place ; que le projet se situe à plus 35 m de tout bâtiment agricole et de toutes sources de pollution ;

Considérant que le forage prévoit d'exploiter la nappe avec un débit maximum de 2 m³ par heure et 0,5 m³ par jour, pour un prélèvement annuel de l'ordre de 150 m³ par an ; qu'une surveillance des prélèvements par compteur permettra de faire un suivi et de détecter les fuites ;

Considérant que le forage sera réalisé en respectant la norme AFNOR NFX10-999 ;

Considérant que le projet de forage est situé à 440 m d'une zone humide ; que l'aire d'incidence du forage est estimée à 25 m et le rabattement théorique sur la nappe est considéré comme nul à 21 m ; que l'essai de pompage permettra de définir un débit critique permettant de ne pas créer un cône de rabattement de la nappe trop important et ainsi limiter le rayon d'incidence sur la nappe souterraine ; qu'aucun autre forage ne se situe dans l'aire d'influence du projet ;

Considérant que le site n'est concerné directement par aucun zonage environnemental ou paysager d'inventaire ou de protection de l'environnement ; que les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique les plus proches sont la ZNIEFF de type I « Ruisseau du Perche, anciennes sablières de La Pelliais et bocage environnant » situé à 1,04 km ; la ZNIEFF de type II « Forêt de la Groulaie » située à 0,58 km ; que le site Natura 2000 le plus proche est le site « Forêt du Gâvre » situé à 5,61 km ; qu'aucun habitat d'animaux inscrit au formulaire standard de données du site ne sera dégradé ou détruit ;

Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de Sondage de 100 m de profondeur en vue de la création d'un forage sur la commune de Blain (44) est dispensé d'étude d'impact

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas est exigible si ledit projet, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Jean-Yves DAVID et publié sur le site Internet de la DREAL Pays de la Loire, thématique évaluation environnementale et développement durable puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le

Pour le préfet de région Pays de la Loire
et par délégation,
pour la directrice régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement,
La cheffe du Service Connaissance des Territoires
et Évaluation (SCTE)

**Annaïg
LE MEUR**

Signé numériquement par Annaïg LE
MEUR
ND : OU=DREAL, O=DREAL Pays de
la Loire, CN="Annaïg LE MEUR ", E=
annaig.le-meur@developpement-
durable.gouv.fr
Raison : Je suis l'auteur du document
Emplacement :
Date : 2023.02.13 12:08:54+01'00'
Foxit PDF Reader Version: 12.1.0

Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement.

Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le recours administratif préalable doit être adressé à :

Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire
Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes
Cedex2

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.

Il doit être adressé au Tribunal administratif territorialement compétent.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr